



On a changé les musiciens mais la même musique continue

Le gouvernement, dans le cadre budgétaire imposé par les critères de convergence et le pacte budgétaire européen, vient d'annoncer deux plans successifs de réduction de la dépense publique (20 milliards d'euros) en renonçant à une nouvelle politique fiscale d'ampleur.

Alors que les limites du supportable sont atteintes et même dépassées dans l'ensemble des services, la Direction Générale des Finances Publiques, comme toutes les administrations des ministères déclarés non prioritaires, va subir une nouvelle coupe sombre dans ses effectifs.

La suppression programmée de 2023 emplois est décidée dans le cadre de la « modernisation de l'action publique », MAP qui devient la nouvelle dénomination de la RGPP.

Ainsi dans le Lot, encore 5 suppressions d'emplois sont programmées.

Nous constatons chaque jour l'accélération de la dégradation de nos conditions de travail et la régression de la qualité du service public, sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, les restructurations-réorganisations et l'accroissement très important de la fréquentation de nos services par une population de plus en plus démunie.

Faire toujours plus avec toujours moins n'est plus tenable !

Ce dont nous avons besoin, ce ne sont pas des réorganisations permanentes ou des restructurations imposées trop souvent à l'encontre du simple bon sens. Dans les faits elles désorganisent les chaînes et les collectifs de travail.

De surcroît, seuls les AGFIP et autres hauts fonctionnaires ont bénéficié de grasses indemnités, quand on nous impose une troisième année consécutive de vaches maigres par la poursuite du blocage de nos traitements indiciaires et des régimes indemnitaires.

De plus est mise en place, par le directeur général une « démarche stratégique » qui vise, sous couvert de simplifications, à l'externalisation de pans entiers des missions, leur transfert pur et simple vers la fonction publique territoriale ou la fusion des corps et l'interministérialité annoncés dans le cadre de l'acte 3 de la Décentralisation.

LE 27 NOVEMBRE TOUS EN GREVE POUR :

- la restitution des emplois supprimés,
- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- le comblement des emplois vacants,
- la création d'emplois à hauteur des besoins,
- le maintien du plan de qualification 2012 annoncé,
- le maintien de toutes les missions,
- l'arrêt des réorganisations, redéploiements et restructurations,
- le maintien du Statut Général et de nos statuts particuliers,
- la revalorisation du point d'indice,
- l'abrogation du jour de carence.